

Redenat en questions

La comcom XV'D invite les élus à une présentation de son projet de territoire (SCoT-PLUiH) et à un temps d'échanges autour des grands projets de la mandature.

Celui de Redenat est sur la liste : une station de transfert d'énergie par pompage, dite STEP.

De quoi s'agit-il ?

De la construction d'une retenue d'eau sur 360 ha en rive gauche de la Dordogne à l'aplomb de la retenue du Chastang pour faire fonctionner une station de pompage-turbinage remontant de l'eau en heures creuses de consommation électrique pour la turbiner en période de forte demande au rythme de 400m³/s, soit le débit de la Seine. Le projet de Redenat, après un début de réalisation d'une galerie basse, a été abandonné par EDF en 1982.

Redenat est revenu dans l'actualité des parlementaires et des énergéticiens (puis des élus locaux) comme échappatoire à la mise en concurrence lors du renouvellement des concessions de barrages hydroélectriques : prolongation d'un concessionnaire sur son barrage contre réalisation d'un investissement important; arrangement qu'a rendu possible la Loi de Transition Energétique de 2015 et qui, chez nous, pourrait permettre de prolonger EDF sur le Chastang ; principe retoqué par la Commission européenne. Depuis : **silence radio**.

Et pourtant, le projet de Redenat est enregistré dans le diagnostic de territoire, première étape du SCoT !

- d'un petit triangle vert sur une carte et sobrement légendé « Projet » ;
- d'une courte phrase, (à ne pas manquer...!), plutôt laconique et ne reflétant pas le débat qu'il suscite auprès d'une part grandissante de la population :

« Le projet de station de transfert d'énergie par pompage de Redenat en question. »

De plus, avec ces fragiles jalons, quelques élus intercommunaux se sont sentis autorisés, sans aucune concertation avec les habitants ni les conseils municipaux, à solliciter le concours de l'ADEME, non pour étudier la pertinence du projet par rapport au territoire, mais pour travailler l'acceptabilité du projet par la population : production de documents de communication, réunions publiques, interventions en milieu scolaire. Aujourd'hui pour rester politiquement correct, on parle de fabrication du consensus...

Ne faut-il pas se demander d'abord si ce projet est ACCEPTABLE pour Xaintrie Val' Dordogne ?

- La pertinence énergétique et économique d'un projet vieux de 50 ans a-t-elle été réexaminée dans un monde où, en un demi-siècle, tout a changé : toute une série de nouvelles solutions de stockage et d'innovations technologiques qui rendent ce stockage de masse de moins en moins nécessaire et compétitif ?
- Se demande-t-on s'il est bien raisonnable d'inscrire un tel projet dans un SCoT alors que la question d'attribution des concessions n'est pas dénouée ?
- Comment intégrerait-on en Xaintrie la construction d'une nouvelle ligne de raccordement à la ligne THT décrite dans le projet ?
- A-t-on mesuré que toute séquestration d'eau, surtout sur des surfaces aussi importantes, aggrave les déficits en eau : 4 millions de m³/an d'eau évaporés sur 360 ha aux conditions météo actuelles ?
- Peut-on continuer de ranger la STEP parmi les outils bas-carbone alors que les articles scientifiques se multiplient concernant les grandes quantités de méthane dégagées par les grands barrages surtout dans les quelques décennies qui suivent leur mise en place ?
- Peut-on risquer, avant de les avoir recensés et quantifiés, les effets environnementaux considérables d'un tel projet : l'annexe à l'arrêté préfectoral de dérogation aux objectifs de qualité du SDAGE est glaçante : les marges sur les retenues, la destratification de la masse d'eau du Chastang et ses conséquences toxiques pour la qualité de l'eau et la faune aquatique dans la retenue mais aussi, à la faveur des éclusés, sur l'aval du Sablier et d'Argentat. Imagine-t-on des eaux chargées de matières organiques, boueuses nous disent les pêcheurs, pendant les 15 ou 20 premières années ? La réputation du spot de pêche à la mouche d'Argentat, mondialement connu, et la « Destination Dordogne » que portent avec succès de nombreux acteurs du tourisme en seraient définitivement mise à mal.

- A-t-on bien examiné la question de l'emploi et estimé le bilan emplois gagnés / emplois perdus puisqu'il faut bien admettre que l'on perd depuis longtemps des emplois en raison de ce projet et des projets éoliens qui lui sont connexes : maisons qui ne se rénovent pas ou entreprises que l'on va créer ailleurs.
- Et que dire des chantiers qui se réalisent aujourd'hui avec leurs villages d'immeubles d'Algéco pour des travailleurs venant désormais sans leur famille, avec leurs laverie, cantine et point presse, donc avec des retombées pour les territoires très amoindries

Pourquoi nous parler d'énergie renouvelable ?

Les énergéticiens sont clairs là-dessus ; lorsqu'il faut 1,3 KWh pour en restituer 1, on ne parle pas d'énergie renouvelable. Les STEP ne produisent d'ailleurs pas d'électricité : elles en reçoivent, la stockent et la restituent avec un rendement médiocre par rapport à d'autres solutions, surtout si on prend en compte la « désoptimisation » de l'exploitation que connaîtrait la retenue basse du Chastang. L'énergie recyclée non plus n'est pas d'origine renouvelable puisqu'il s'agit tout bêtement du mix énergétique du moment : 72% de nucléaire pour l'heure.

Cessons de considérer ce projet comme une aubaine pour le territoire :

Si les barrages, pouvaient produire du développement, la Xaintrie ne serait pas en France une des régions les plus dépeuplées, sa population des plus âgées et son revenu par ménage des plus faibles. La preuve est là : ce n'est pas avec des redevances que l'on produit du développement. De plus, nous sommes une communauté de communes contributrices au FPIC : ces redevances, qu'il nous faudra en bonne partie les rétrocéder à d'autres !

La Xaintrie a dû s'adapter à l'engloutissement de ses vallées pour la production hydroélectrique et à la désorganisation quasi irrémédiable de son territoire; elle n'en est pas moins fière de ses barrages. Et aujourd'hui, on lui demanderait de sacrifier les plateaux avec la STEP de Redenat et aussi les transformateurs, les lignes THT et les projets éoliens qui iraient inévitablement avec ?

On voit bien ce grand maillage énergétique qui se met en place au-dessus de nos têtes pour faire communiquer l'éolien offshore du nord de l'Europe avec le photovoltaïque du sud de l'Espagne et jusqu'au Maghreb, le tout au profit des grands centres de consommation. Quel intérêt aurait Xaintrie Val' Dordogne à constituer un stockage d'énergie destiné à être consommée partout en Europe ? Le projet a-t-il encore un sens lorsqu'on sait que l'avenir est plutôt au stockage diffus, aux réseaux dits « intelligents » qui mobilisent les capacités de stockage des batteries domestiques ou des voitures... et à l'hydrogène puisque la France veut consacrer 7 milliards d'€ à son développement d'ici 2030, et ambitionne de devenir un pays de pointe en la matière.

STOP : La Xaintrie contribue déjà très largement à la politique bas carbone française et européenne !

Nous n'avons aucun intérêt à nous montrer encore meilleur élève en sacrifiant pour cela nos réels atouts que le diagnostic du SCoT met en exergue : nos paysages, notre patrimoine bâti, la richesse incroyable et fragile de notre biodiversité, la qualité de nos productions agricoles ou industrielles, la présence de savoir-faire remarquables. L'année 2020, si particulière, montre de façon éclatante qu'ils sont attractifs et porteurs de développement. Cela doit rester la base de la création d'activités et du développement de l'emploi.

La qualité de notre environnement est repérée par de nombreux zonages et labels : des ZNIEFF (pour des espèces d'oiseaux ou des habitats tout à fait remarquables), des zones Natura 2000, des Réserves Naturelles, un cours d'eau d'immense valeur patrimoniale à l'échelle de l'Europe de l'ouest, protégé par un Arrêté de protection de biotope. Enfin, notre communauté est située dans une Réserve Mondiale de Biosphère que l'UNESCO nous incite à développer durablement en conciliant activités humaines et ambitions environnementales et en faisant en sorte que les habitants, curieusement absents de cette démarche de SCoT, soit partie prenante des projets.

Ne pas sacrifier l'avenir au présent :

**Réfléchir et informer sur la STEP de Redenat
RISR-Dordogne vivante**

www.risr.fr